



Covid, deux ans après : en France, "la culpabilité des plus jeunes a aggravé leur anxiété"



Des élèves se désinfectent les mains dans une école à Strasbourg, le 1er septembre 2020

[afp.com/FREDERICK FLORIN](https://www.afp.com/FREDERICK_FLORIN)

Article Abonné

"Quel plaisir de voir le sourire édenté de mes élèves ! On a observé les bouches des copains aujourd'hui pour compter le nombre de dents de lait tombées. A 6-7 ans, le chantier est souvent de taille", plaisante Delphine Rimbaud-Le Borgne, à la tête d'une classe de CP dans l'Essonne. Comme tous les enfants de France, ses petits élèves ont enfin pu tomber le masque le 14 mars dernier aussi bien à l'extérieur qu'en intérieur. "Dans ma classe, seuls deux d'entre eux les ont gardés à la demande de leurs parents", poursuit l'enseignante qui confie avoir dû un peu batailler pour que tous reprennent les bonnes habitudes. "Quand ils discutent entre eux ça s'entend plus et, surtout, je peux voir leurs lèvres bouger. Plus facile pour détecter les bavards", poursuit l'auteure du blog "La classe de Define".

Même si le virus circule encore et que la pandémie n'a toujours pas dit son dernier mot, élèves et enseignants français commencent à entrevoir le bout du tunnel. Enfin ! L'annonce choc de la fermeture de tous les établissements scolaires, le 12 mars 2020 par le président Emmanuel Macron, avait marqué le début d'un long marathon : mise en place d'un enseignement à distance pour le moins chaotique, retour des élèves au compte-gouttes à partir de mai 2020, multiplication des protocoles sanitaires, nombreuses adaptations voire annulations des épreuves du brevet et du bac... Mais, sur ces deux années, la France fait partie des pays de l'OCDE qui auront le plus gardé les établissements ouverts. Un tour de force régulièrement mis en avant par le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer qui n'a jamais dévié de sa boussole.

Est-ce à dire que les élèves s'en sortent mieux que les autres ? Sur le plan des apprentissages, le premier confinement avait engendré pas mal de dégâts. A la rentrée de septembre 2020, Jean-Baptiste Labrune, qui enseigne dans une école classée en réseau d'éducation prioritaire (REP) du 18^e arrondissement de Paris, ne cachait pas son inquiétude. "Les premiers jours, certains de mes CE2 donnaient l'impression de sortir de



CP !, confiait-il à l'époque. Petit à petit, ils se remettent en route. Mais il faudra un peu de temps pour combler les écarts". Les évaluations nationales de CP, CE1, 6^e et seconde, réalisées en septembre dernier, démontrent que les retards ont en grande partie été résorbés depuis. A la rentrée 2021, "chez les élèves de CP et de CE1, on retrouve des niveaux de résultats équivalents à ceux de la rentrée 2019. Voire supérieurs en ce qui concerne certaines compétences comme la reconnaissance des lettres (+5 points de progression) et la comparaison des nombres", expliquait alors Fabienne Rosenwald à la tête de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp). Notre système éducatif n'en reste pas moins inégalitaire puisque seuls 35,8% des collégiens de 6^e en REP+ atteignent le niveau attendu en lecture, et plus de 31% n'ont même pas le niveau d'un élève de CE2.

"Un côté un peu éteint voire désabusé"

"Les résultats de ces évaluations nationales ne fournissent que des informations partielles. Par exemple, ces données ne tiennent pas compte des compétences sociales", prévient toutefois Guislaine David, co-secrétaire générale du SNUipp-FSU, principal syndicat enseignant du premier degré. Or, les remontées de terrain font part de certaines difficultés engendrées par le manque de socialisation des enfants ces dernières années. "Bon nombre de professeurs de maternelle constatent que leurs élèves ont plus de mal à travailler en groupe, à interagir, à écouter", poursuit Guislaine David. Dans le secondaire, le constat est un peu différent. Les jeunes ont dû affronter à la fois les effets de la crise sanitaire mais aussi la nouvelle réforme du lycée et du bac. "Ce qui fait beaucoup d'un coup", reconnaît Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur. "On constate une forme de résignation, un manque de joie de vivre et un côté un peu éteint voire désabusé", poursuit-il avant de pointer le manque criant de médecins et d'infirmières scolaires susceptibles de détecter les cas les plus fragiles.

La pénurie de mains et de moyens ne touche pas que l'école. Pour le pédopsychiatre Patrice Huerre (1), la pandémie aura mis au grand jour les dysfonctionnements autour de la prise en charge des enfants et des adolescents. "L'impact de cette crise sanitaire sur la santé mentale de ces tranches d'âge est très important. Les consultations ne cessent d'augmenter depuis deux ans, alerte le spécialiste. Or on ne compte que 600 pédopsychiatres actuellement en France, dont la moitié a plus de cinquante ans. Même avec la fin du numerus clausus, il va falloir au moins 15 ans pour former la relève". Christèle Gras-Le Guen, présidente de la Société française de pédiatrie, évoque les débuts trompeurs de la crise sanitaire en mars 2020. "On pensait que le premier confinement avait été plutôt bien vécu par la plupart des enfants. Les services d'urgence pédiatrique étaient désertés. C'était incroyable !", se souvient-elle. Le retour de bâton a été très violent. "Dès le mois d'octobre 2020, on a vu arriver massivement des petits patients avec des symptômes d'anxiété majeurs, des idées noires ou suicidaires, certains étant même passés à l'acte", poursuit Christèle Gras-Le Guen. En médecine libérale, certains ont consulté pour troubles du sommeil, de l'attention, de l'alimentation, ou des manifestations de stress. La tendance se poursuit encore aujourd'hui.

Bon nombre de médecins ont constaté un énorme sentiment de culpabilité chez les enfants. Le fait que les formes graves de Covid-19 concernent en priorité les personnes plus âgées, et que les jeunes aient longtemps été considérés comme des vecteurs importants du virus, ont entraîné un sentiment de méfiance collective. Parfois relayé par les pouvoirs publics : fin 2020, un spot télévisé de prévention met en scène deux adolescents en train de s'embrasser devant leur lycée. Le garçon se rend ensuite à l'anniversaire de sa grand-mère. Le plan suivant montre cette dernière en salle de réanimation. Le scope se met à sonner... Arrêt cardiaque. "Bon nombre d'enfants se sont pris ce type d'images en pleine figure !, dénonce Christèle Gras-Le Guen. Beaucoup se sont mis à avoir peur de contaminer leurs grands-parents, leur petit frère



ou tout autre membre de la famille souffrant d'une maladie chronique. Cela n'a fait qu'accentuer leur degré d'anxiété". A cela s'ajoutent les cas de maltraitance et de violences intrafamiliales qui ont également explosé, notamment lors du premier confinement. Les écoles ne pouvant plus jouer le rôle d'interface. Le fait de les garder autant que possible ouvertes aura sans conteste permis d'éviter un bilan plus lourd encore.

(1) Auteur de "Comment l'école s'éloigne de ses enfants. L'alerte d'un pédopsychiatre" (Nathan, 2022)

